



Communiqué de presse

9 Avril 2014

Pour diffusion immédiate

Les députés européens et les ONG tirent la sonnette d'alarme sur une menace anti-choix contre la santé maternelle

Les politiciens européens et les organisations signataires ont aujourd'hui appelé la Commission européenne à rester ferme face à la campagne de l'initiative citoyenne européenne qui aurait des conséquences catastrophiques pour la santé maternelle dans les pays en voie de développement. La campagne « Un de Nous » (« One of Us »), avec des mouvements anti-choix ultra-conservateurs comme fers de lance, est le sujet d'une audition publique au Parlement européen le 10 avril. La Commission doit rendre un avis formel avant le 28 mai.

“Un de nous” cherche à interdire le financement européen de toute activité qui pourrait impliquer la destruction d'embryons humains. L'initiative demande à la Commission de couper tous les financements européens pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires humaines et pour les organisations qui proposent directement ou indirectement des services d'avortement ou relatifs à l'avortement dans les pays à revenus moyens ou faibles. Près de 800 femmes meurent chaque jour dans les pays en développement des suites d'une grossesse ou d'un accouchement. Cette initiative risque sérieusement d'entraver notre combat pour réduire ces décès. Neil Datta, Secrétaire du European Parliamentary Forum on Population and Development (EPF) a déclaré: « *C'est une initiative dangereuse et régressive qui abolirait l'essentiel du soutien de l'UE à la santé maternelle, aux soins prénataux et aux services de planning familial dans certains des pays les plus pauvres du monde* ».

Pour la députée européenne finlandaise Sirpa Pietikäinen du groupe de centre droit PPE : « *Les droits des femmes sont des droits humains. L'universalité de ces droits n'empêche à personne de choisir d'appliquer ces droits ou non. Le droit des femmes de choisir pour leur propre corps est fondamental et ne peut être mis à mal par la religion ou tout autre motif* ».

La campagne “Un de nous” va à l'encontre de la politique de l'Union européenne en matière d'aide au développement et de ses engagements internationaux dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. La société civile croit fermement qu'en rejetant cette initiative, la Commission réaffirmera l'engagement de l'Union européenne dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Elle doit continuer à jouer un rôle fort dans la réduction des décès maternels.

La présidente du Lobby européen des femmes Viviane Teitelbaum a déclaré : « *Les organisateurs de cette initiative, conduits par des forces ultra-conservatrices anti-choix, tentent d'imposer leurs croyances à tout prix, peu importe que les vies de femmes soient mises en danger immédiat. Ce n'est*

pas une posture « pro-vie » ; c'est une menace ouverte contre les droits des femmes et contre le droit fondamental de vivre dignement ».

L'initiative "Un de nous" est la dernière d'une série d'attaques contre l'égalité hommes-femmes, les droits des femmes et la santé et les droits sexuels et reproductifs en Europe et dans le monde. Des groupes ultra-conservateurs et anti-choix et des politiciens européens - dont certains siègent actuellement au Parlement européen - cherchent maintenant à saper la position forte de l'UE de soutien aux femmes dans les pays les plus pauvres. Pour Pierre Galand, président de la Fédération Humaniste Européenne, « *Les organisateurs de l'initiative « un de nous » utilisent le prétexte de la protection de la vie pour tenter d'imposer une législation anti-choix qui serait préjudiciable pour la santé des femmes, le travail des chercheurs et la médecine régénérative ».*

Vicky Claeys, directrice régionale d'IPPF EN, « *Nous voulons tous protéger et valoriser la vie sous toutes ces formes, et créer un environnement où les mères et leurs enfants puissent s'épanouir. Mais la réalité de cette campagne, si elle réussit, pourrait immédiatement et substantiellement augmenter le nombre de décès causés par les complications lors de la grossesse et de l'accouchement et les avortements insalubres dans les pays en voie de développement ».*

Pour la députée européenne française Nicole Kiil-Nielsen du groupe des Verts, « *L'Union européenne – qui a toujours joué un rôle de premier plan sur cette thématique- devrait continuer à promouvoir la protection de la santé maternelle et reproductive à travers l'aide au développement ».*

-FIN-

Note au rédacteur

- [L'initiative citoyenne européenne](#) (ICE) a été créée par le Traité de Lisbonne en 2010 et sert de mécanisme par lequel les citoyens européens peuvent créer une pétition et la faire passer devant la Commission européenne. Une initiative citoyenne doit être soutenue par au moins un million de citoyens venant d'au moins 7 des 28 Etats membres.
- L'ICE "Un de nous" demande les points suivants :
 - La protection juridique de la dignité, du droit à la vie et de l'intégrité de chaque être humain à partir du moment de sa conception dans les domaines de compétences de l'UE dans lesquels une telle protection est particulièrement importante
 - Une interdiction et la fin du financement des activités qui présupposent la destruction d'embryons humains, particulièrement dans les domaines de la recherche, de l'aide au développement et de la santé publique ; ce qui inclut l'interdiction du financement de l'avortement, directement ou indirectement, à travers le financement d'organisations qui encouragent ou promeuvent l'avortement
- Environ 120 millions de dollars US d'aide au développement sont actuellement dépensés chaque année pour protéger la santé maternelle et reproductive. L'ICE remet ses fonds en question.
- La position de l'UE est claire- les fonds de développement de l'UE à la santé maternelle ne financent des services d'avortement sécurisés que dans des pays où l'avortement est légal. Cette position a été réaffirmée par le Commissaire européen Pielbaks à plusieurs reprises, ce qui reflète les buts et objectifs de la [Conférence internationale sur la Population et le Développement](#) (CIPD), de [l'initiative Muskoka](#) sur l'amélioration de la santé des mères, des nouveaux-nés et des enfants et de plusieurs autres initiatives internationales.



A la fin de l'audition publique de One of Us (9h-12h30) au Parlement européen le 10 avril, il y aura un point presse informel en dehors de la salle de l'audition (JAN 4Q2)

Les personnes suivantes seront disponibles pour des interviews et commentaires sur l'issue de l'audition :

- Michael Cashman, député européen (UK, S&D)
- Ulrike Lunacek, députée européenne (Autriche, Greens/EFA)
- Françoise Castex, députée européenne (France, S&D)
- Veronique de Keyser (Belgium, S&D)
- Viviane Teitelbaum, Présidente du Lobby européen des femmes
- Irene Donadio, Manager Public Affairs IPPF EN (0032 497 427421)
- Neil Datta, Secrétaire, European Parliamentary Forum on Population and Development (EPF)

Contacts média:

Eoghan Walsh
DSW (Deutsche Stiftung Weltbevölkerung)
Mobile: +32 485 399 443
Email: eoghan.walsh@dsw.org

Ruairi Talbot
European Parliamentary Forum on Population and
Development (EPF)
Gsm: +32 (0)2 500 86 51
Email: ruairi@epfweb.org

Irene Rosales (for EWL at Press Point)
Gsm: +32 479 496 164

Yves Kengen (pour la Fédération Humaniste
Européenne)
Gsm : +32 (0) 475451517
Email : Yves.Kengen@laicite.net